

choses qu'à sa guise. Il a répété maintes fois: "Nous lions notre sort à l'exécution de ce programme. Nous allons appliquer ce programme ou nous succomberons à la tâche." Et il ne laisse à la gauche d'autre parti que de l'avertir et de lui signaler les lacunes de sa politique, et il en assume la responsabilité. Je tiens à l'assurer—je ne crois pas que ce soit vraiment nécessaire—que les libéraux ont aussi confiance dans leur pays, ont autant de courage et sont aussi résolus que lui et ses amis à empêcher la ruine nationale. Nous avons beaucoup de bonne volonté, nous avons bon espoir et nous croyons dans l'avenir du Canada. Notre but est le même, mais nous croyons que le chemin qu'il suit mène justement dans la direction opposée. A notre avis, remanier l'impôt sur le revenu, augmenter l'impôt de consommation, ajouter de nouvelles taxes, relever les droits douaniers et parler de nos grandes ressources, ce n'est pas la meilleure manière, pour employer son expression, de servir les intérêts bien compris de nos concitoyens. La devise: "Canada d'abord" devient non pas un cri de ralliement, mais un objet de risée. Permettez-moi de le référer à la dernière phrase des chroniques des *Pilgrim Fathers* qu'il a citées:

Mais quand chacun ne songe qu'à soi, tout périclité.

C'est aussi vrai des nations que des individus. Le plus grand tort qu'on puisse causer aujourd'hui au Canada, c'est de laisser répandre à l'étranger le bruit que nous n'avons souci que de nos propres intérêts. C'est une vanité dont nous devons nous débarrasser. Pour retrouver le rang que nous occupions comme nation, nous devons réparer promptement le préjudice déjà porté par mon honorable ami et ses collègues au fondement de la prospérité passée du Canada: son commerce d'exportation.

Permettez-moi de citer le témoignage du président de la Chambre de commerce du Canada:

Si le Canada veut accomplir sa destinée et tenir dans le monde la place qui lui revient, il faudra que ce soit comme grand pays exportateur.

L'ancien premier ministre de l'Alberta, depuis peu agent général en Grande-Bretagne dit:

Si le Canada veut que la Grande-Bretagne achète du blé canadien de préférence à l'excédent des pays étrangers, la Grande-Bretagne, d'autre part, a le droit de compter que le Canada achètera une plus grande quantité de ses produits.

Dans ses discours d'avant les élections, le premier ministre, l'auteur de ce budget, a déclaré:

De quoi le Canada a-t-il besoin aujourd'hui? De marchés ouverts l'année entière et tous les ans. A quoi sert à un homme de produire, s'il ne peut vendre, ou de vendre aujourd'hui, s'il peut en être empêché demain?

Mon très honorable ami ne saurait conquérir ou conserver des marchés en se barricadant contre les produits des pays qui achètent les nôtres. Il est vain d'espérer qu'après l'exclusion des produits britanniques et étrangers, la demande de nos produits fondamentaux augmente. Le marché intérieur n'est pas un marché supplémentaire et illimité comme peuvent l'être nos richesses naturelles. Autant vaudrait être pauvre que sans marchés. Le devoir des membres de l'opposition, tout aussi bons Canadiens que les députés ministériels, c'est de signaler leur erreur au premier ministre et à ses collègues et de les avertir que le pays qui leur a confié le pouvoir, fort de leurs protestations et de leurs promesses, ne manquera pas de leur demander compte des nouveaux impôts, de la politique qui causera un tort permanent au Canada, si on ne la rectifie pas bientôt, de la perspective décourageante offerte à nos gens qui, se rappelant les promesses de juillet dernier, ont le droit d'escompter du travail, aussi du honteux fiasco révélé par l'exposé budgétaire.

En terminant, je propose, appuyé par M. Mackenzie (Vancouver-Centre), l'amendement suivant:

Que tous les mots après "Que" soient retranchés et remplacés par les suivants:—

Considérant qu'il existe dans tout le Canada une dépression grave accompagnée de beaucoup de chômage et de misère;

Considérant que la dépression s'est augmentée et que le chômage s'est répandu comme résultat du programme tarifaire du Gouvernement exposé à la session spéciale de 1930;

Considérant que le Gouvernement, comme l'indiquent les mesures tarifaires soumises, se propose de continuer la politique alors inaugurée, La Chambre regrette que:

1. Le programme ministériel ne contienne aucune disposition pour venir en aide aux chômeurs.

2. L'effet des mesures fiscales proposées sera d'intensifier la stagnation du commerce, produite en grande partie par la différence entre les prix reçus par ceux qui doivent vendre leurs produits sur les marchés mondiaux et les prix qui doivent être payés pour les marchandises et le travail sur un marché hautement protégé;

3. Les augmentations projetées de taxes, directes et indirectes, frapperont plus lourdement ceux qui sont le moins capables d'en supporter le fardeau tandis qu'il y a des diminutions projetées de taxes qui soulageront ceux qui, par leurs revenus, sont le plus capables de payer une part plus grande des dépenses de l'administration;

4. L'effet de l'augmentation des tarifs douaniers et des autres restrictions et obstacles au commerce sera de diminuer la consommation et le volume des exportations dont dépendent si largement le pouvoir d'achat et la prospérité du pays;

5. La législation de la session spéciale de 1930 que l'on se propose maintenant de compléter enlève aux représentants du peuple cette pleine et directe mesure de contrôle sur le tarif et les taxes qui appartient au Parlement;